

connaissance de l'histoire très contemporaine de la Bretagne, à celle du mouvement antinucléaire français et des dynamiques sociales et politiques. Un regret toutefois à la lecture de cette belle étude : c'est de ne pas avoir assez souligné le basculement ou la reconversion du militantisme des luttes sociales (grandes grèves des années 1965-1976) vers le combat antinucléaire comme Vincent Porhel l'avait fait dans sa thèse et dans son livre *Ouvriers bretons* publié par les Presses universitaires de Rennes en 2008 (cité seulement au détour d'une note, p. 182). Le dernier chapitre portait sur « la construction de nouvelles représentations » à la faveur du conflit de Plogoff.

Christian BOUGEARD

Tudi KERNALEGENN, François PRIGENT, Gilles RICHARD, Jacqueline SAINCLIVIER (dir.), *Le PSU vu d'en bas. Réseaux sociaux, mouvement politique, laboratoire d'idées (années 1950-années 1980)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. Histoire 2009, 374 p.

Publié 50 ans, ou presque, après la naissance du PSU, en avril 1960, cet ouvrage, fruit d'un colloque tenu à Rennes en septembre 2008, enrichit avec bonheur la bibliographie disponible sur cette formation politique dont l'audience électorale relative n'a jamais dissimulé l'importance en tant que laboratoires d'idées et de pratiques militantes à un moment où la gauche française se débattait entre une SFIO compromise dans la guerre d'Algérie et un PCF toujours profondément marqué par son ancrage stalinien.

Regroupant de multiples contributions, organisées en trois parties, l'ouvrage permet d'avoir une vision d'ensemble, à défaut d'être exhaustive, du PSU même si l'accent est très nettement mis sur la période 1960-1972 où son influence est la plus perceptible sur la scène politique. Les organisateurs du colloque se sont ainsi employés à tenter de restituer la diversité d'un parti dont Tudi Kernalegenn et François Prigent, dans une introduction éclairante, nous rappellent qu'elle a constitué sa dimension première. Cette diversité renvoie en premier lieu à l'agrégat des générations et des milieux militants qu'il a pu réunir au cours d'une histoire particulièrement mouvementée. Pour rendre compte de cette diversité, le choix d'une histoire vue d'en bas, à l'échelon local et régional, s'est imposé afin de mieux interroger l'action et l'identité du PSU dans le jeu de territoires politiques spécifiques.

La première partie, la plus cohérente, s'attache ainsi à étudier le PSU en Bretagne, dans une région où il a occupé une place spécifique exceptionnelle dans le courant socialiste et où il a contribué à forger ses succès ultérieurs. Nulle part ailleurs, à cette échelle, les anciens du PSU n'ont tenu une place aussi importante dans le Ps nous dit ainsi Gilles Morin dans sa contribution. Pour autant, la situation du PSU en Bretagne révèle de profondes disparités d'implantation. Les deux puissantes

fédérations du Finistère et des Côtes-du-Nord, étudiées par Christian Bougeard, contrastent avec une présence militante nettement moins importante dans le reste de la région. Ces différences tiennent pour beaucoup aux conditions mêmes de la constitution du PSU dans chaque département. L'implantation préalable du Parti socialiste autonome (PSA), issue d'une scission de la SFIO en 1958, s'est avérée souvent décisive en Bretagne, particulièrement dans les Côtes-du-Nord, autour d'Antoine Mazier et d'Yves Le Foll. C'est moins net dans le Finistère où le PSA est moins fort malgré le ralliement de Tanguy Prigent. Ici, l'apport de l'union de la gauche socialiste (UGS) n'est pas négligeable mais c'est, surtout, la création du PSU qui suscite l'élan déterminant. Quoi qu'il en soit, dans ces deux départements, le PSU va pouvoir s'appuyer rapidement sur un réseau d'élus locaux substantiel<sup>12</sup>. À côté de ces deux fédérations, celle de Loire-Atlantique qu'étudie Jean Guiffan souffre de la comparaison. Néanmoins, le PSU a servi ici, comme ailleurs, de passerelle à de nombreux catholiques vers le parti socialiste d'Épinay et il a constitué une pépinière politique fournissant au Ps des figures importantes comme Claude Évin ou François Autain.

C'est cette vocation du PSU à être à la fois un « parti passoire » et un « parti passerelle » qu'interroge François Prigent à travers l'étude prosopographique des réseaux socialistes qui ont structuré cette formation politique en Bretagne. On note ainsi l'influence des professions intellectuelles (professeurs, instituteurs), qui révèle le poids des filières laïques, mais également le « multipositionnement » des militants du parti, investis dans le champ syndical comme associatif. Tout en relativisant l'importance, souvent mythifiée, des chrétiens de gauche au sein du PSU, l'auteur en dresse les caractéristiques essentielles (syndicalisation à la CFTC, passage par les organisations de jeunesse, comme la JEC et la JOC, ou par d'autres formes de militantisme politique ou social).

Ces approches politiques et militantes du PSU en Bretagne sont complétées par des études qui visent à éclairer la place qu'il a occupée dans un certain nombre d'actions politiques et sociales ayant marqué l'histoire de la région. Vincent Porhel nous montre ainsi la place du PSU dans le mouvement social en Bretagne après 1968, notamment dans la lutte emblématique du Joint français en 1972, tandis que Fabrice Marzin s'attache à jauger l'influence des élus PSU dans l'action régionaliste autour du CÉLIB. Tudi Kernalegenn, enfin, retrace le rôle tenu par le PSU dans la question régionale mettant en évidence la problématique de plus en plus « nationalitaire » qui est la sienne dans les années 1970.

---

<sup>12</sup> Cette forte implantation se traduit notamment par l'élection de députés PSU dans ces deux départements. Tanguy Prigent est élu en 1962 dans la circonscription de Morlaix où Roger Prat lui succède en 1967. Yves Le Foll est élu en 1967 dans la circonscription de Saint-Brieuc. Ces sièges sont perdus lors des élections de juin 1968.

L'approche régionale du PSU s'avère donc ici extrêmement riche dans la mesure où la Bretagne a constitué une zone de forte implantation du parti. Restait à comparer ces enseignements avec d'autres portions du territoire national. Les contributions qui composent la seconde partie de l'ouvrage dressent un panorama contrasté de l'implantation et de l'influence du PSU tout en nous permettant d'en comprendre les raisons. Si l'engagement d'élus en déshérence d'une SFIO marquée par le national-molletisme est souvent déterminant pour expliquer le dynamisme initial de certaines fédérations, à l'exemple des Ardennes où l'action d'Andrée Viennot et de Guy Desson, un des quatre députés PSU en 1967, joue pleinement, les configurations politiques locales le sont tout autant. Face à des partis de gauche solidement implantés, le PSU peine ainsi à s'affirmer comme dans l'Hérault étudié par Olivier Dedieu et Fabien Nicolas. Dans les départements des Basses-Alpes et de la Creuse, Fabien Conord nous montre comment le PSU a surtout rempli la fonction de structure d'accueil pour des hommes de la gauche non communiste en rupture de ban avant que la dynamique créée autour de la FGDS n'en atténue singulièrement l'importance. Les efforts militants n'empêchent pas que le PSU reste bien souvent une petite formation politique comme en Gironde et dans la Drôme, étudiées respectivement par Pierre Simon et Gilles Vergnon. L'échec est plus ou moins rapidement au bout de l'expérience comme nous le montrent Thierry Hohl et Jean-François Poujeade à propos des fédérations de l'Yonne et de la Saône-et-Loire.

Enfin, la troisième partie déplace le regard pour se recentrer non plus sur des territoires géographiques mais sur des espaces socio-professionnels et des combats militants spécifiques. C'est une autre vision du PSU qui nous est alors offerte, mettant en exergue son rôle comme laboratoire d'idées et de pratiques. Étienne Pingaud étudie ainsi l'action du PSU dans les universités parisiennes entre 1960 et 1968. L'action des étudiants socialistes unifiés (ESU) connaît, au travers de nombreuses vicissitudes, un profond renouvellement au gré de la diffusion d'une idéologie révolutionnaire en leur sein. Cette fonction de laboratoire d'idées du PSU n'est d'ailleurs pas la plus apparente dans le monde étudiant tant la concurrence est rude en ce domaine. Elle apparaît plus probante, sans qu'il faille la surévaluer, dans le monde agricole autour de Bernard Lambert et des réseaux paysans qu'il constitue au sein de l'organisation, notamment dans le cadre de la commission nationale agricole (CNA). Jean-Philippe Martin et Yannick Drouet nous montrent bien sur quelles bases s'établit l'adhésion au PSU de Bernard Lambert, grande figure du monde agricole, ancien député, passé par la JAC. Il y trouve une formation ouverte et pluraliste susceptible d'accueillir les idées qu'il a déjà théorisées dans son ouvrage *Les paysans dans la lutte des classes*. Dans le contexte des années 1960-1970, le PSU arrive ainsi à jouer un rôle actif dans nombre de luttes emblématiques. Bibia Pavard, en étudiant l'action des femmes au PSU pour faire avancer les revendications féministes sur la contraception et l'avortement, souligne ainsi son rôle dans la promotion d'une « politique des femmes, par les femmes, pour

les femmes ». Enfin, Séverine Lacalmontie et Daniel Gordon, dans deux contributions distinctes, reviennent sur l'engagement des militants du PSU dans la cause des immigrés. Derrière la défense de revendications spécifiques, des prédispositions militantes à un engagement moral trouvent à s'employer, dans de multiples associations.

De cette histoire vue d'en bas on retiendra pour conclure la place importante qu'a tenue le PSU, en tant que structure partisane et militante, en tant que laboratoire d'idées et de pratiques, dans le phénomène majeur de recomposition du champ politique à gauche qui s'est engagé dans les années 1960. À ce titre, les actes de ce colloque participent à une meilleure connaissance d'un processus qui a particulièrement marqué l'histoire politique de la Bretagne.

David BENSOUSSAN

Louis CHAURIS, *Le kersanton. Une pierre bretonne*, Rennes-Quimper, Presses universitaires de Rennes/Société archéologique du Finistère, coll. Art et Société, 2010, 242 p.

Il y a tout lieu de se réjouir de la parution de cet ouvrage consacré à la kersantite, « la seule pierre au monde qui doit son nom à un toponyme breton », celui du village de Kerzanton en Loperhet (29). Tout d'abord parce que, au-delà même de l'intérêt propre du sujet, la démarche se situe à la croisée de deux compétences rarement réunies, la géologie et l'histoire, comme le souligne Jean-Yves Andrieux dans sa préface. Le propos de Louis Chauris s'est initialement fondé sur les relevés de terrain du géologue, menés depuis les années 1960. Il s'est enrichi au fil de la visite d'innombrables monuments, des écluses aux églises en passant par les cimetières et les monuments aux morts. Il s'est enfin nourri d'une recherche documentaire menée dans les archives (essentiellement finistéennes) et la bibliographie. À l'arrivée, le livre est pleinement un ouvrage d'histoire. La seconde satisfaction tient au fait que l'auteur met ici en relation, au-delà du seul kersanton, de nombreux dossiers monographiques ayant fait l'objet de publications dans diverses revues (les notes de fin de chapitre en témoignent). Parce que l'originalité du kersanton s'apprécie par rapport à d'autres pierres bretonnes, le livre contient aussi des pages de synthèse sur la pierre de Logonna ou celle de Plélauff, si présente en Centre Bretagne. Ajoutons l'agrément de la lecture, illustrée de 136 cartes et clichés de l'auteur : pour être inhabituelle, la distribution en vingt brefs chapitres (précédés d'un avant-propos et d'une conclusion, accompagnés d'encadrés bien venus) ne nuit nullement à l'unité du propos. La démonstration est toujours très claire (y compris dans les quelques développements géologiques, parfaitement accessibles au non spécialiste), dans une langue élégante et sensible.

Sur le fond, le premier mérite de l'ouvrage est de redresser – définitivement, on l'espère – le « halo d'erreurs » qui a entouré, jusque sous les meilleures plumes,